



SAINTE MARIE DE NEUILLY

24 Boulevard Victor Hugo

92200 NEUILLY SUR SEINE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025



+33 (0)1 30 21 30 18 | 34, rue Penthievre, 75008 PARIS – France

SOLAES.FR

RICHEMONT CAPERAA AUDIT SAS de Commissariat aux comptes

Compagnie de Paris - Capital 80 000 € - RCS Paris B 481 805 240



ASSOCIATION SAINTE MARIE DE NEUILLY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025

Aux membres de l'ASSOCIATION SAINTE MARIE DE NEUILLY,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION SAINTE MARIE DE NEUILLY, relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.





Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le règlement ANC 2018-06 est applicable aux OGEC. L'article 142-9 de ce règlement définit les concours publics ainsi que les règles de comptabilisations spécifiques relatives à ces concours publics. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre OGEC, nous avons vérifié la correcte application du règlement comptable ANC 2018-06 en matière de concours publics et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement



s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 06 février 2026

Michel BROSEAU

Commissaire aux comptes,
Inscrit auprès de la compagnie
Régionale de Versailles

Signé par Michel Brosseau
Le 6 févr. 2026



Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/08/2025	Net 31/08/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs simil...	49 833	48 141	1 693	4 260
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes	27 583		27 583	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 419 352	239 840	1 179 512	1 204 745
Constructions	18 293 466	15 905 016	2 388 451	2 808 153
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 456 223	1 004 281	451 942	526 203
Autres immobilisations corporelles	4 456 013	1 960 332	2 495 681	2 434 196
Immobilisations corporelles en cours	210 164		210 164	124 664
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations et créances rattachées	4 223		4 223	4 223
Autres titres immobilisés	214 240		214 240	208 560
Prêts	81 179		81 179	81 179
Autres immobilisations financières	56 235		56 235	56 235
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	26 268 511	19 157 608	7 110 903	7 452 416
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes	102 156		102 156	105 013
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	36 635	12 790	23 844	12 799
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	154 624		154 624	157 418
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres et instruments de trésorerie				
DISPONIBILITÉS ET CHARGES				
Disponibilités	6 767 262		6 767 262	6 866 421
Charges constatées d'avance	259 697		259 697	169 397
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	7 320 374	12 790	7 307 584	7 311 047
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Écarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	33 588 885	19 170 399	14 418 487	14 763 463

Bilan passif

Postes	31/08/2025	31/08/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise	17 590 991	17 590 991
Fonds propres statutaires	160 071	160 071
Fonds propres complémentaires	17 430 920	17 430 920
Fonds propres avec droit de reprise	-4 451 164	-4 451 164
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	-4 451 164	-4 451 164
Écarts de réévaluation		
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles	46 946	46 946
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	91 430	91 430
Report à nouveau	-1 687 701	-1 204 199
Résultat de l'exercice	-287 890	-483 503
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	83 690	108 876
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	11 386 302	11 699 378
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)		
Provisions pour risques		138 000
Provisions pour charges	137 925	127 216
TOTAL PROVISIONS (III)	137 925	265 216
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 557 746	1 676 903
Emprunts et dettes financières diverses	20 174	12 263
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	446 018	377 478
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	572 325	301 426
Dettes issues de legs		
Dettes fiscales et sociales	234 144	249 984
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	31 876	140 836
Autres dettes	29 963	23 431
Produits constatés d'avance	2 013	16 548
TOTAL DETTES (IV)	2 894 259	2 798 869
Écarts de conversion - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	14 418 487	14 763 463

Compte de résultat

Postes	2024 2025	2023 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	9 656	9 236
Ventes de biens	21 178	28 152
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	5 585 010	4 901 087
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 188 083	1 165 233
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	15	
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières	15 867	14 989
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	10 760	61 280
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	90 425	123 244
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	6 920 994	6 303 221
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	28 428	24 179
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	3 731 457	3 503 397
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	314 103	236 083
Salaires et traitements	1 704 735	1 668 070
Charges sociales	688 810	662 664
Dotations aux amortissements et aux provisions	861 387	826 410
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux provisions	12 790	
Pour risques et charges : dotations aux provisions	17 872	14 409
Reports des fonds dédiés		
Autres charges	86 161	84 222
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	7 445 744	7 019 435
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-524 750	-716 214
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	171 203	172 228
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	171 203	172 228
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	14 918	15 969
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	14 918	15 969
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	156 285	156 259

Postes	2024 2025	2023 2024
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)	-368 466	-559 955
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 540	56 351
Sur opérations en capital	51 828	45 354
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	138 000	27 000
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	191 368	128 705
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	69 578	12 229
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	69 578	12 229
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	121 790	116 476
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	41 214	40 024
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	7 283 565	6 604 154
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	7 571 455	7 087 657
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	3 063	2 381
Bénévolat	56 092	55 952
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	59 155	58 333
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	3 063	2 381
Personnel bénévole	56 092	55 952
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	59 155	58 333
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-287 890	-483 503

Annexe



Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/08/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/09/2023** à **31/08/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **14 418 486,61 €**.

Le résultat net comptable est **une perte de -287 889,98 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Événements significatifs

Autres informations significatives

Des travaux ont été réalisés à hauteur de 282 524 € qui ont concerné le remplacement des fenêtres du bâtiment D sur le site du 29 bd Victor Hugo « Petit Collège » (85 935 €), la création de sanitaires hommes au lycée à la suite du passage à la mixité (49 515 €), la sécurisation des accès (46 250 €), le déplacement de cloisons au collège (33 834 €), le déplacement et la réfection complète de bureaux et salles au Petit Collège (25 569 €), des travaux de sécurité incendie (21 437 €) et divers travaux de peinture, électricité et chauffage (19 982 €).

La modernisation des matériels informatiques (58 543 €) et multimédia (45 364 €) a été poursuivie : 103 907 € au total.

Le déploiement du « parcours bilingue » s'est poursuivi au collège (6ème et 5ème) et au lycée (2nde et 1ère), a généré des recettes supplémentaires 164 720 € (+183 % par rapport à 2023-2024) mais a pesé sur les charges de personnel en raison du recrutement de professeurs hors contrat (salaires et appointements + 5,6 %).

Du côté des contributions familiales, le nombre d'impayés est en augmentation et une provision a dû être constituée à hauteur de 12 790 € en raison d'incertitudes sur le recouvrement de certaines créances.

Autres éléments significatifs

1- LE REGIME DE PREVOYANCE DES ENSEIGNANTS

L'Etablissement est redevable des cotisations patronales de prévoyance pour les enseignants: article 2 des accords nationaux, du 16 septembre 2006, applicable au 01 janvier 2007. Les cotisations sont calculées à partir du salaire brut. Le taux de ces cotisations est de 0.75%.

2- LES CONGES A PAYER

La provision pour congés payés dus au personnel (salaire et charges) au 31 août 2025 est de 8 470 € contre 20 759 € pour la période précédente.

3-IMPOT SOCIETE

L'Association est soumise à l'impôt sur les sociétés (IS) pour les produits financiers. Cet impôt est de 24% sur les intérêts des comptes sur livret et des comptes à termes.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

Objet social de l'entité

L'entité a pour objet principal l'enseignement et la formation des élèves dans le cadre de l'enseignement privé sous contrat avec l'Etat, de la classe primaire jusqu'au lycée, incluant des classes préparatoires aux études supérieures. Elle a également pour mission de contribuer à l'éducation, à l'instruction et à l'accompagnement pédagogique des élèves, dans le respect des programmes et référentiels en vigueur et selon une proposition éducative spécifique qui constitue son caractère propre, notamment en tant qu'établissement catholique d'enseignement.

Nature et périmètre des activités ou missions réalisées

L'activité de l'entité consiste en l'exploitation d'un établissement d'enseignement privé sous contrat dispensant :

- un enseignement primaire (du cours préparatoire au cours moyen deuxième année)
- un enseignement secondaire général (collège et lycée), incluant un parcours bilingue (anglais-français) pour une partie des élèves,
- un enseignement post-baccalauréat à travers une classe préparatoire aux études supérieures (hypokhâgne et khâgne AL et BL).

Ces activités incluent notamment :

- l'enseignement pédagogique et éducatif,
- l'organisation des évaluations et examens,
- l'accompagnement scolaire et éducatif des élèves,
- les activités périscolaires et éducatives complémentaires liées au projet pédagogique de l'établissement.

Le périmètre de l'activité couvre l'ensemble des niveaux d'enseignement précités, exercés au sein d'un même établissement.

Moyens mis en œuvre

Pour la réalisation de ses missions, l'entité mobilise :

- des moyens humains composés d'un personnel enseignant, éducatif, administratif et technique qualifié,
- des moyens matériels comprenant des locaux scolaires adaptés (pris à bail) sur deux sites (école primaire au 29 Bd Victor Hugo et collège, lycée, classes préparatoires au 24 bd Victor Hugo à Neuilly-sur-Seine), ainsi que des équipements pédagogiques et des ressources éducatives nécessaires à l'enseignement,
- des moyens financiers provenant principalement des contributions familiales, de subventions publiques (forfaits) de l'Etat et des collectivités territoriales dans le cadre du contrat d'association avec l'Etat, ainsi que, le cas échéant, d'autres produits liés à l'activité.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Subventions

Inscription proratisée :

L'association a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exceptionnel au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exceptionnel au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	48 083	1 750		49 833
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 419 352			1 419 352
Constructions	18 293 466			18 293 466
Installations techniques, matériel et outilla...	1 454 821	1 402		1 456 223
Autres immobilisations corporelles	4 058 055	397 958		4 456 013
Immobilisations corporelles en cours	124 664	113 083		237 747
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	4 223			4 223
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	208 560	5 680		214 240
Prêts	81 179	4 500	4 500	81 179
Autres immobilisations financières	56 235			56 235

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Immobilisation corporelles:

Parc immobilier

Superficie de l'ensemble immobilier mis à disposition de l'OGEC : 16 400,00 m2

- Utilisation pour les besoins scolaires : 16 400,00 m2

- 100 m² supplémentaire ont été mis à disposition avec la construction d'une extension du réfectoire du Petit Collège (école primaire) sur le site du 29 bd Victor Hugo

Le collège et le lycée sont construits sur un terrain, 24 boulevard Victor Hugo à Neuilly-sur-Seine, d'une part surface de 11 800 m². Cette propriété est louée à long terme.

L'école, 29 bd Victor Hugo à Neuilly-sur Seine, est construite sur un terrain de 4 500 m². Cette propriété est louée à long terme.

Le bail entre Sainte-Marie et la SAS KLEBER a été renouvelé en juillet 2012 avec effet rétroactif au 1er janvier 2012.

Les immobilisations en cours s'élèvent à 210 164,41 € à la clôture.

Tous les investissements réalisés pendant l'été sont traités en immobilisations en cours et sont mis en services au 1er septembre de l'année scolaire suivante qui est bien celle qui en bénéficie.

Immobilisation Financières :

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la

différence.

1.2-1 des titres Immobilisé & participation

- SOGAMA CONSEIL pour 4 223 €.
- Caisse d'Epargne : 10 712 parts pour 214 240€

1.2-2 des prêts à Action Logement Services pour 72 845 €.

Chaque année nous versons notre contribution réglementaire au titre de l'effort construction (0.45% de la masse salariale) à Action Logement Services sous la forme d'un prêt qui nous est remboursé au bout de 20 ans. Pour l'exercice 2024-2025, nous avons versé 0 € et nous avons bénéficié du remboursement de 0 €, versement fait au titre de la masse salariale de l'année 2004.

1.2-3 des dépôts et cautionnements :

- 51 328 € versés à KLEBER SAS (dépôt de garantie du loyer des bâtiments loués)
- 4 906 € versés à la SA SOGAMA (cautions accordées pour des subventions reçues)

Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres	43 823	4 317		48 141
Immobilisations corporelles				
Terrains	214 607	25 233		239 840
Constructions	15 485 314	419 702		15 905 016
Installations techniques, matériel et outilla...	928 618	75 662		1 004 281
Autres	1 623 859	336 472		1 960 332
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts	81 179			81 179
Autres immo. financières	56 235			56 235
Clients douteux	20 218	20 218		
Autres créances clients	16 417	16 417		
Personnel et comptes rattachés	5 306	5 306		
Sécurité sociale et autres org. sociaux	7 642	7 642		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts	1 771	1 771		
Divers	26 601	26 601		
Groupes et associés	2 838	2 838		
Débiteurs divers	212 544	212 544		
Charges constatées d'avance	259 697	259 697		
TOTAL	690 448	553 034		137 414
Prêts accordés en cours d'exercice	81 179			
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés	8 333			

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	259 697	
TOTAL	259 697	

Elles sont constituées de factures réglées concernant l'exercice 2025-2026. Montant total des charges constatées d'avance= 259 697,40 €.

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	17 590 991				17 590 991
Fonds propres avec droit de reprise	-4 451 164				-4 451 164
Écarts de réévaluation					
Réserves	138 379	-483 503		-483 503	138 376
Report à nouveau	-1 204 199			483 503	-1 687 701
Excédent ou déficit de l'exercice	-483 503	483 503		287 890	-287 890
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	108 876		26 042	51 228	83 690
Provisions réglementées					
TOTAL	11 699 380		26 042	339 118	11 386 302

Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	À la clôture de l'exercice
Litiges	138 000		138 000	
Pensions et obligations similaires	127 216	17 872	7 163	137 925

Suite à la signature du protocole signé le 17/02/2025 entre le salarié et Sainte Marie de Neuilly la provision pour risque constitué au 31/08/2024 pour un litige en cours avec un salarié a été reprise en totalité pour la somme de 138 k€

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit	1 557 746	120 167	490 941	946 637
Emprunts et dettes financières divers	1 640	1 640		
Fournisseurs et comptes rattachés	572 325	572 325		
Personnel et comptes rattachés	7 346	7 346		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	133 856	133 856		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices	41 378	41 378		
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	51 564	51 564		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	31 876	31 876		
Groupe et associés	18 534	18 534		
Autres dettes	476 015	476 015		
Produits constatés d'avance	2 013	2 013		
TOTAL	2 894 293	1 456 715	490 941	946 637
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 880			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	120 418			
Emprunts et dettes contractés auprès des ...				

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

Subventions :

Etat 491 627,08 €

Régions 296 571.00 €

Départements 268 033.03 €

Communes 128 101.50 €

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	110 622	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	5 841	
Organismes sociaux - Autres charges à payer	2 629	
État - Charges à payer	18 056	
TOTAL	137 148	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Personnel - Produits à recevoir	-3 614	
Organismes sociaux - Produits à recevoir	-7 642	
TOTAL	-11 256	

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 11 400 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 11 400 euros,
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : inclus dans les 11 400 euros.

Produits et charges exceptionnels

Rubriques	Montant	Commentaire
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels	191 368	
TOTAL	191 368	
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles	69 578	
TOTAL	69 578	

Les produits exceptionnels comprennent principalement une reprise de provision pour litige et les quotes parts de subventions.

Les autres charges exceptionnelles comprennent des dommages et intérêts versés suite à un litige

Contributions volontaires en nature

Le bénévolat est comptabilisé dans les comptes de classe 8. Il est de 56 092 € au 31/08/2025 contre 55 952 € au 31/08/2024.

Ce bénévolat correspond à la valorisation du complément de rémunération des personnels membres de la communauté SFX afin que ces dernières correspondent aux rémunérations prévues par la convention collective.

Transfert de charges

Les transferts de charges s'élèvent à 3 596.50€ et concernent des remboursements de formations professionnelles.

Opérations et engagements hors bilan

Engagement financier ou garantie hors bilan

Nature des engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	Provision
Engagements donnés							
TOTAL							
Engagements reçus							
TOTAL							
Engagements réciproques							
TOTAL							
Engagements en matière de p...							

Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Hommes	Femmes	Total
Cadres	5	20	25
Non-cadres	3	10	13
Employés	3	18	21

Il s'agit de l'effectif total brut au 31/08/25. L'effectif en équivalent temps plein s'élève à 43.76 au 31/08/2025

Informations complémentaires

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 137 925 €

Hypothèses générales : mise à la retraite à l'initiative des salariés à l'âge de 65 ans ou 67 ans

Hypothèses de calcul retenu : provision pour le personnel ayant atteint l'âge de 50 ans

Taux de charges sociales : 48%

Convention collective applicable : CC SEP 2015 (n°2408)

Informations sur les opérations et engagements envers les dirigeants (art. 833-17 règlement ANC n° 2014-03) :

Absence de rémunération et d'engagements vis à vis des membres des organes d'administration

